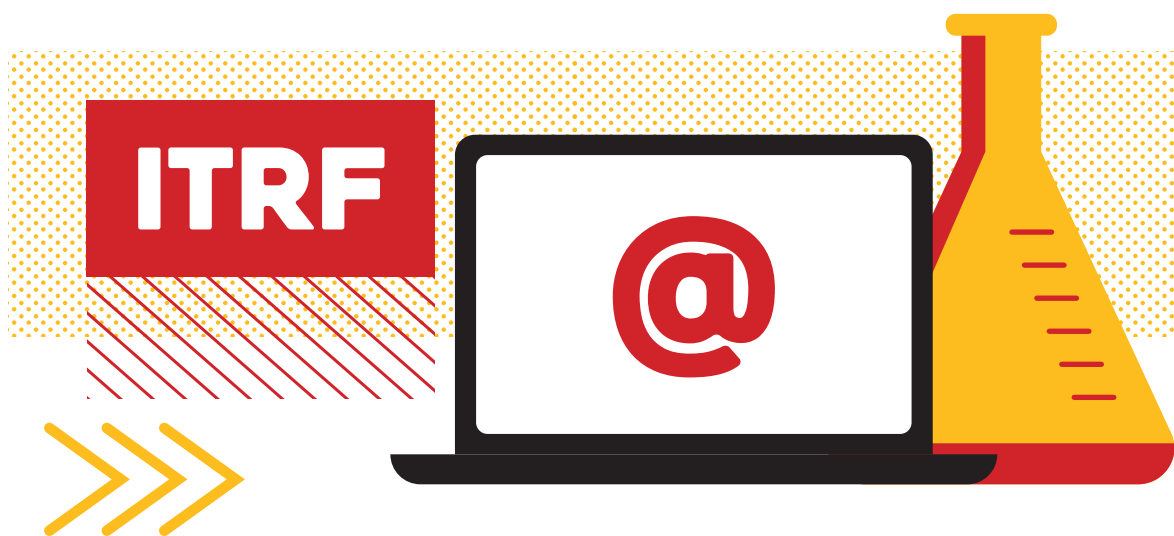




CHANGER L'ÉCOLE, CHANGEONS LA SOCIÉTÉ

de masse et de lutte de classe, elle porte une exigence claire : défendre les droits des personnels et construire le rapport de force nécessaire pour gagner. Depuis la réforme de la transformation de la Fonction publique, de nombreuses instances ont disparu, mais nous restons pleinement mobilisé-es sur le terrain. L'École publique est aujourd'hui à bout de souffle, tout comme l'Hôpital public, soumis depuis des années aux mêmes attaques. Nous sommes au point de rupture : il faut refuser les politiques néolibérales, rejeter le fatalisme et défendre fermement les Services publics indispensables à toutes et tous.

La CGT Éduc'action dresse un constat **alarmant sur les conditions de travail** : suppressions de postes, classes surchargées, charge de travail en hausse, mutation difficile, pression hiérarchique et dégradation de la santé au travail. Nous dénonçons aussi une inclusion scolaire imposée sans moyens suffisants ni formation adaptée, qui met en difficulté élèves comme personnels. La **CGT Éduc'action** revendique des **effectifs réduits**, des **postes pérennes**, des **moyens humains et matériels renforcés**, une **véritable médecine du travail** et une **réduction du temps de travail sans perte de salaire**.

Concernant **les salaires**, les **retraites** et la **précarité**, nous assistons à la perte massive de pouvoir d'achat depuis **les années 2000**, au tassement des grilles salariales, et à la non-revalorisation du point d'indice. La situation est

particulièrement dégradée chez les AESH, AEd, personnels administratifs ou encore contractuel·les, et les **inégalités entre femmes et hommes** perdurent. La **CGT Éduc'action** demande le **dégel du point d'indice**, une **hausse immédiate des rémunérations**, la **suppression du jour de carence**, une **grille unique de carrière**, la **titularisation des non-titulaires**, le **retour à la retraite à 60 ans** et l'**égalité salariale**.

Nous défendons le **sens du métier**, la **liberté pédagogique** et un autre **projet d'École**. Les réformes de ces dernières années fragmentent les savoirs, renforcent la place de l'évaluation et la concurrence entre établissements, entre personnels et entre élèves. Nous appelons à retrouver des collectifs de travail, à **renforcer l'Éducation prioritaire**, à **mieux prendre en compte la ruralité** et à développer une École

émancipatrice à rebours d'une École de tri social. Nous revendiquons la liberté pédagogique, l'abrogation des réformes de tri social, davantage de temps de concertation et de formation, ainsi qu'une refonte ambitieuse de l'Éducation prioritaire.

La **CGT Éduc'action** s'oppose aux **idées réactionnaires** et à la **militarisation de l'École**. Nous dénonçons le **management toxique**, l'**entrée de l'armée et de l'entreprise dans l'institution scolaire**, ainsi que des **attaques contre les droits des femmes et les droits syndicaux**, corollaire de la **montée de l'extrême droite**. Notre syndicat protège et défend les élèves et les personnels, revendique l'application de l'ÉVARS, refuse l'exclusion sous toutes ses formes et porte le projet d'**une École et d'une société à rebours des logiques autoritaires et libérales**.

#jevotecgteduc2026

<https://www.cgteduc.fr>

► CONDITIONS DE TRAVAIL

Nos métiers, souvent peu visibles, participent pleinement au **service public d'Éducation**. Pourtant, les **suppressions de postes** et les redéploiements **aggravent la charge de travail** et détériorent les conditions d'exercice. En laboratoire, le manque de personnels empêche la préparation du matériel et prive les élèves de travaux pratiques pourtant indispensables à l'apprentissage des sciences. En informatique, les équipes sont **sursollicitées** par le déploiement de nouveaux outils, souvent sans formation suffisante et parfois avec des **applications mal adaptées** aux besoins réels des établissements et des services.

► SALAIRES

Toutes les catégories subissent aujourd'hui le **tassement des grilles** provoqué par les revalorisations successives du SMIC, qui effacent les écarts entre les débuts et les milieux de carrière. Nous demandons de **nouvelles grilles indiciaires**

qui reconnaissent réellement les qualifications, l'expérience acquise et les responsabilités exercées. Cela suppose un véritable déroulement de carrière, la consolidation de la part indemnitaire, y compris du RIFSEEP, avec sa prise en compte pour la retraite, ainsi qu'une **augmentation de 500 € en points d'indice**, indexée sur l'inflation, pour toutes et tous, titulaires comme contractuel·les.

► SENS DU MÉTIER

Les personnels techniques **jouent un rôle clé** dans les établissements et les services : ils rendent possible l'organisation quotidienne du travail, la continuité des enseignements et le bon fonctionnement des équipements. Pourtant, le **manque de reconnaissance** fragilise l'attractivité de ces métiers et favorise les départs, les ruptures de contrat ou les démissions. Nous demandons un **plan de requalification** des personnels et des postes, permettant

de réelles évolutions de carrière sans mobilité subie, ainsi qu'une attention particulière aux **néo-titulaires**, notamment en matière de reprise d'ancienneté.

► PROJET DE SERVICE ET DÉMOCRATIE AU TRAVAIL

L'engagement des agent·es suppose la **reconnaissance de leur travail**, de leurs compétences et de leur expertise de terrain. Ils et elles doivent pouvoir débattre de la mise en œuvre des politiques éducatives dans les services, partager les difficultés rencontrées et construire collectivement des réponses adaptées. Des temps d'échanges réguliers, des projets de service discutés avec les équipes, une organisation du travail concertée et l'actualisation collective des fiches de poste sont indispensables. Ces **espaces collectifs** recréent du sens, du soutien mutuel et de la démocratie au travail.

REVENDEICATIONS :

- recruter des personnels titulaires pour répondre aux besoins en EPLE et dans les services informatiques ;
- mettre fin aux suppressions de postes et aux redéploiements qui dégradent les conditions de travail ;
- proposer des formations adaptées et des outils répondant aux besoins réels des services en lien avec les personnels ;
- intégrer les primes (RIFSEEP) au traitement indiciaire afin d'augmenter les pensions ;
- obtenir une augmentation de 500 € en points d'indice, indexée sur l'inflation, pour toutes et tous ;
- obtenir un plan de requalification des personnels et des postes, sans mobilité subie.

Luttons pour de meilleures conditions d'étude et de travail

Luttons pour nos salaires, nos retraites et pour l'égalité femmes-hommes

CHANGER L'ÉCOLE CHANGEONS LA SOCIÉTÉ

Redonnons du sens à nos métiers

DU 03 AU 10 DÉCEMBRE JE VOTE CGT ÉDUC

Construisons notre projet d'École à rebours des idées réactionnaires

la cgt
ÉDUC' ACTION

www.cgteduc.fr
contact : contact@cgteduc.fr
tel. : 01 55 82 76 55

#jevotecgteduc2026

#jevotecgteduc2026

CONTACT :

01 55 82 76 55
unsen@cgteduc.fr
 fb : CGT-Éducation
 insta : @cgteducation
 Bluesky : @cgteduc.fr

